

Les agents des impôts réclament plus de soutien

Rassemblés ce mardi, les syndicats des Finances Publiques de Toulouse dénoncent les sous-effectifs.

Leurs conditions de travail deviennent « intenable ». L'inter-syndicale de la Direction des Finances Publiques de Toulouse s'est rassemblée ce mardi 10 janvier, devant ses locaux, rue des Lois. Les agents redoutaient un comité social d'administration le jour même confirmant la perte de 60 emplois supplémentaires, après les 96 supprimés en 2022. Avec cette réduction d'effectif, les syndicats dénoncent une surcharge de travail. L'accueil des contribuables s'en trouverait affecté. « Les horaires ont été réduits, donc il y a souvent une longue file. Les rendez-vous ne peuvent pas s'éterniser donc il y a des tensions », décrit Régis Lagrifoul, pour Solidaires Finances Publiques.

« Les gens ont besoin d'un interlocuteur, pour indiquer leurs droits de défense par exemple »,

souligne Patrick Lumeau, de Force Ouvrière. De plus, quand les services ne sont pas en sous-effectif, ils dépendent de contractuels manquant de formation. Ces suppressions d'emploi feraient partie d'une stratégie administrative pour donner plus d'outils aux agents. Les contribuables sont notamment redirigés vers Internet ou des services téléphoniques pour recevoir des informations. Une solution inefficace pour satisfaire les demandes. « Le public a besoin d'être accueilli. L'informatisation des services crée des barrières », critique Jean-Marc Servel, porte-parole CGT. Une date d'appel à la grève sera annoncée dès que les syndicats nationaux se seront alignés sur le sujet. Cette grève sera également alignée aux projets du gouvernement concernant la réforme des retraites. **Emilio Cruzalegui**